

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
relatif à l'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non
dangereux située sur la commune de Val-de-Cognac (Cherves-Richemont),
lieu-dit « Champ blanc »
par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR)**

Installation classée pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.181-15-1, L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46, R.181-47, R.512-39-4, R.516-1 à R.516-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment sa section V « Dispositions RELATIVES AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE » ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 1979 portant régularisation de la situation juridique d'une usine de fabrication de panneaux de plâtre et du stockage associé de déchets contenant du plâtre, exploités par la société PLACOPLATRE, complété notamment, par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1986 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu la demande de la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) déposée auprès du préfet de la Charente le 8 juillet 2025 pour le transfert partiel, portant sur le casier n°1 de stockage, de l'autorisation environnementale susvisée délivrée le 9 février 1979 à la société PLACOPLATRE pour l'exploitation d'un stockage de déchets contenant du plâtre ;

Vu le dossier associé à cette demande comportant les informations requises par les dispositions des articles L.181-15-1 et R.181-47 du code de l'environnement ;

Vu l'accord en date du 24 juin 2025 de la société PLACOPLATRE sur la demande de transfert partiel d'autorisation environnementale déposée par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) ;

Vu le mémoire de cessation d'activité transmis le 29 juillet 2010 par la société PLACOPLATRE pour

l'installation de stockage de déchets non dangereux (casiers n°1 et 2) qu'elle exploite à Cherves-Richemont ;

Vu le dossier n°CESISO161742 / RESISO06391-02 en date du 18 décembre 2019 établi par la société PLACOPLATRE pour le suivi post-exploitation et les garanties financières de l'installation de stockage de déchets non dangereux (casiers n°1 et 2) qu'elle exploite à Cherves-Richemont ;

Vu le dossier n°SO1400029 / 1064741-03 en date du 7 février 2024 établi par la société PLACOPLATRE relatif au projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol sur le casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur la commune de Cherves-Richemont ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021, modifié par arrêté du 29 septembre 2023, accordant le permis de construire à la société NEOEN SA pour l'implantation de panneaux photovoltaïques sur le casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 novembre 2015 valant procès-verbal de récolement des travaux de remise en état de l'installation de stockage de déchets non dangereux (casiers n°1 et 2) exploitée par la société PLACOPLATRE à Cherves-Richemont ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 29 septembre 2025 à la connaissance de la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) ;

Vu l'absence d'observation transmises par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant que les apports de déchets sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux (casiers n°1 et 2) implantée sur la commune de Cherves-Richemont ont cessé en 2005 ;

Considérant la nécessité de fixer des prescriptions pour le suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (casier n°1), implantée sur la commune de Cherves-Richemont, lieu-dit « *Champs blancs* », visant notamment à définir les conditions de suivi de l'impact de l'installation sur son environnement ;

Considérant la nécessité de fixer le montant des garanties financières à instaurer pour l'installation précitée pendant la période post-exploitation, en application des articles L.516-1 et R.516-1 du code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de fixer des prescriptions spécifiques en matière de prévention du risque incendie, dans le cas où une centrale photovoltaïque serait implantée sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (casier n°1) exploitée par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-15-1 du code de l'environnement, le transfert partiel d'autorisation environnementale ne peut être accordé que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR), dont le siège social est situé 2

route des Etangs, CHERVES-RICHEMONT - 16370 VAL-DE-COGNAC, dénommée « l'exploitant » dans la suite de l'arrêté, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Val-de-Cognac (Cherves-Richemont), lieu-dit « Champ blanc », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – Nature des installations

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime ICPE
2760-2-b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a)	Casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux contenant du plâtre situé au Nord de l'usine PLACOPLATRE à environ 300 mètres.	Superficie du casier : 52.000 m ² Quantité des déchets enfouis : 240.000 m ³ (310.000 tonnes)	Autorisation

L'installation de stockage de déchets non dangereux comprend, principalement :

- un casier de stockage n°1 situé au nord-est de l'usine PLACOPLATRE de fabrication de produits de construction à base de plâtre ; ce casier est exploité au titre de la législation sur les ICPE par la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) ;
- un casier de stockage n°2 situé à l'est de l'usine de production PLACOPLATRE et exploité par la société PLACOPLATRE ;
- un réseau de surveillance piézométrique des eaux souterraines constitué de 7 piézomètres ;
- les réseaux de collecte des eaux de ruissellement des deux casiers de stockage, dont 2 bassins de collecte pour le casier n°1.

Article 3 – Conformité aux dossiers déposés

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont, notamment, ceux établis dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets :

- le mémoire de cessation d'activité transmis le 29 juillet 2010 ;
- le dossier n°CESISO161742 / RESISO06391-02 en date du 18 décembre 2019 relatif au suivi post-exploitation et les garanties financières de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- le dossier n°SO1400029 / 1064741-03 en date du 7 février 2024 relatif au projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol sur le casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- le dossier associé à la demande de la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) déposée le 8 juillet 2025 pour le transfert partiel, portant sur le casier n°1 de stockage, de l'autorisation environnementale délivrée le 9 février 1979 à la société PLACOPLATRE pour l'exploitation d'un stockage de déchets contenant du plâtre.

Article 4 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du

code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 5 – Suivi de post-exploitation

5.1. - Contenu du suivi de post-exploitation

Durant la période de post-exploitation des installations du casier n°1, l'exploitant met en place un programme de suivi, qui respecte, a minima, les obligations détaillées ci-après.

La mise en œuvre du programme de suivi de post-exploitation est assurée par l'exploitant sous sa responsabilité et à ses frais.

a) Entretien général de l'installation

L'exploitant met en œuvre les moyens suffisants pour assurer de façon régulière le contrôle, le maintien en bon état et l'efficacité des équipements et aménagements suivants pendant une durée au moins égale à la période de suivi de post-exploitation mentionnée à l'article 5.3. du présent arrêté :

- l'intégration paysagère ;
- les aménagements réalisés dans le cadre de la remise en état, telle que prévue et décrite dans le mémoire de cessation d'activité du 29 juillet 2010 et le rapport de l'inspection des installations classées susvisé en date du 2 novembre 2015 ;
- les équipements de collecte des eaux de ruissellement et des lixiviats ;
- les fossés d'écoulement des eaux et les bassins étanches associés au casier de stockage ;
- les talus et des digues ;
- la couverture du casier de stockage ;
- les clôtures périphériques et les portails d'accès du casier ;
- les ouvrages de suivi des eaux souterraines ainsi que leurs dispositifs de sécurisation ;
- les aménagements permettant le suivi des eaux de surface et des lixiviats ;
- les voieries ;
- les fossés d'eaux pluviales externes.

La végétation est maintenue et entretenue.

b) Suivi géotechnique des massifs de déchets

Une évaluation de la stabilité du massif de déchets et des tassements différentiels ou des glissements à la surface du massif de déchets du casier n°1 de stockage est réalisée sur la base d'un relevé topographique annuel.

Le réseau et les méthodes de mesure mis en place par l'exploitant sont ceux qui présentent les meilleures garanties de fiabilité et de précision dans l'évaluation des tassements et de la stabilité du massif de déchets.

c) Surveillance des eaux souterraines

(1) - Une surveillance de la qualité et du niveau des eaux souterraines est réalisé, a minima, 2 fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, aux points suivants, localisés sur le plan joint en annexe du présent arrêté :

- casier n°1 : piézomètres PZ1, PZ2, PZ3 et PZ11.

Ce plan localise, également, les points de surveillance des eaux souterraines dans l'environnement du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets, repérés PZ4, PZ5 et PZ6. La surveillance au niveau de ces points relève de la responsabilité de la société PLACOPLATRE.

(2) - Les paramètres analysés sont les suivants :

- température, Sulfates, Chlorures, pH, conductivité, DCO, DBO₅, métaux toxiques (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) ;
- niveau d'eau.

La mesure du niveau des eaux souterraines doit permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines et doit se faire sur des points nivelés.

d) Surveillance des eaux de surface

Un contrôle de la qualité des eaux de surface est réalisé, a minima, 2 fois par an, dont une fois au moins en période d'étiage, au niveau de :

- l'étang n°2 situé au sud-est du casier n°1.

Une localisation des points de prélèvements des eaux de surface est jointe en annexe du présent arrêté.

Les paramètres analysés sont les suivants :

- température, Sulfates, Chlorures, pH, conductivité, DCO, DBO₅, MES, métaux toxiques (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn),

e) Suivi des lixiviats

Un contrôle des caractéristiques et des volumes de lixiviats produits au niveau du casier n°1 est réalisé au moins 2 fois par an, lorsque c'est possible (présence d'eau au niveau de la résurgence), à des périodes adaptées en fonction de la pluviométrie.

Une localisation du point de prélèvement de lixiviats est jointe en annexe du présent arrêté.

Les paramètres analysés sont les suivants :

- Sulfates, Chlorures, pH, conductivité, DCO, DBO₅, métaux toxiques (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn),

f) Pour la surveillance des eaux souterraines, des eaux de surface et des lixiviats, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé. Les mesures des paramètres mentionnés aux points c), d) et e) ci-dessus sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement et selon les normes en vigueur.

g) L'exploitant peut solliciter de l'inspection des installations classées une révision des paramètres analysés et des fréquences minimales prescrits pour les surveillances définies aux points c), d) et e) ci-dessus sur la base d'une analyse des résultats de ces surveillances collectés depuis la phase de suivi de post-exploitation (2011) et démontrant l'absence d'impact sur les milieux investigués.

i) La surveillance des eaux souterraines au droit et dans l'environnement du casier n°1 est réalisée de façon coordonnée avec la société PLACOPLATRE, qui assure le même type de surveillance au droit et dans l'environnement du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets.

5.2. - Transmission des résultats du suivi de post-exploitation

a) Les résultats de tous les contrôles et analyses réalisés dans le cadre du programme de suivi de post-exploitation décrit à l'article 4.1. du présent arrêté sont communiqués annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour y remédier.

Les résultats sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi post-

exploitation.

En cas d'évolution défavorable ou significative d'un paramètre suivi, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance mentionné à l'article 5.1. ci-avant, sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution initiale est confirmée, l'exploitant en informe, sans délai, le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

En tant que de besoin, l'exploitant informe, sans délai, la société PLACOPLATRE de la situation rencontrée. Cette information est systématique lorsque la situation rencontrée concerne les eaux souterraines ou les eaux de surface.

En cas d'impact sur l'environnement, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Un rapport circonstancié est établi et transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

b) L'exploitant établit un rapport de synthèse relatif au suivi de post-exploitation réalisé au cours de l'année n conformément au programme décrit à l'article 5.1. du présent arrêté.

Ce rapport est adressé au plus tard le 31 janvier de l'année n+1 à l'inspection des installations classées.

Un bilan pluriannuel des résultats du suivi des eaux de surface, des eaux souterraines, des lixiviats, et du suivi géotechnique du massif de déchets, est présenté depuis leurs mises en œuvre.

Ce rapport comprend une interprétation des résultats, tout commentaire pertinent sur les résultats présentés, notamment cause(s) et ampleur(s) des écarts éventuels, la description des actions correctives et/ou préventives mises en œuvre ou prévues pour y remédier.

5.3. - Durée du suivi de post-exploitation

La durée du suivi de post-exploitation est de 30 ans minimum à compter du 1^{er} janvier 2011, soit jusqu'au 31 décembre 2040.

Sur la base d'un rapport établi à l'issue de l'année 2040, l'exploitant pourra proposer au préfet de mettre fin à la période de suivi de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final ;
- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de 5 ans.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 6 – Garanties financières

6.1. Champ d'application

Le suivi post-exploitation défini par le présent arrêté est subordonné à la constitution de garanties financières.

Les garanties ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

6.2. Montant des garanties financières

Les garanties financières sont établies pour la période de post-exploitation de 30 ans à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 389.818 euros (€) TTC.

Période	Montant des garanties (€ TTC)	Période	Montant des garanties (€ TTC)
2025	389.818 €	2031 à 2035	359.637 €
2026 à 2030	386.305 €	2036 à 2040	343.426 €

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

A compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant, celui-ci adresse au préfet l'original du document justifiant de la constitution des garanties financières pour la période en cours et pour le montant correspondant mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Ce document est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

6.3. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit être effectif au moins trois mois avant leur échéance.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

6.4. Appel des garanties financières

Indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées, le préfet peut faire appel des garanties financières dès que les conditions prévues à l'article R.516-3 du code de l'environnement sont remplies :

- soit quand la surveillance n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues dans le présent arrêté fixant les conditions de suivi post-exploitation ;
- soit en cas d'accident ou de pollution et de non-respect des dispositions en la matière éventuellement fixées par l'arrêté d'autorisation ou édictée par arrêté complémentaire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

6.5. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral complémentaire après acceptation par le préfet du rapport prévu à l'article 5.3 ci-dessus et au vu d'un rapport de visite de l'inspection des installations classées établi au vu d'un dossier précisant l'état complet du site, comportant notamment :

- le plan et le relevé topographique détaillé à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une étude géotechnique de stabilité du dépôt ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore devoir être exercée sur le site ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction et une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Le préfet peut demander la réalisation, en application de l'article R.516.5 du code de

l'environnement, et aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée des garanties financières.

Article 7 – Prescriptions relatives à l'implantation et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur le casier n°1

Les dispositions du présent article sont applicables en cas d'implantation d'une centrale photovoltaïque et tant que le préfet n'a pas pris l'arrêté préfectoral actant la fin du suivi post-exploitation.

7.1. Description des travaux

Avant les travaux d'installation de la centrale solaire, l'exploitant doit :

- réaliser ou faire réaliser un relevé topographique précis actualisé de l'ensemble de la zone d'implantation (dôme, talus, descente d'eau, puits, etc.) notamment pour déterminer les chemins à privilégier pour le passage des engins ;
- s'assurer que la surcharge que constituent les panneaux photovoltaïques y compris leurs supports n'est pas de nature à remettre en cause la stabilité du dôme de déchets.

7.2. Travaux d'aménagement

L'implantation et l'aménagement de la centrale solaire doivent être compatibles avec les prescriptions du programme de suivi post-exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux : surveillance, évolution de la couverture, suivi des tassements, etc.

La centrale photovoltaïque est implantée de manière à laisser libre un passage suffisant et à maintenir l'accès aux puits de captage de biogaz, aux canalisations, aux piézomètres, etc.

7.3. Couverture finale

La fonction, l'efficacité (imperméabilité) et la pérennité de la couverture finale ne doivent pas être remises en cause par l'implantation de la centrale photovoltaïque.

Les supports des modules photovoltaïques doivent être conçus et disposés de façon à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux de ruissellement. L'écoulement des eaux de ruissellement entre les supports ainsi que la chute des eaux de ruissellement sur les panneaux ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité des sols (ravinement, érosion). Le bon maintien des sols pourra être assuré par un engazonnement régulièrement entretenu des surfaces résiduelles.

L'exploitant s'assure :

- du suivi des éventuels tassements différentiels et de l'absence de point d'eau qui nuirait à l'objectif de la couverture finale visant à limiter les infiltrations dans les déchets ;
- de l'absence de poinçonnement de la couverture par les supports (longrines) ;
- de l'absence d'érosion liée aux écoulements au droit des modules photovoltaïques.

Concernant les travaux de terrassement dans l'épaisseur des terres de couverture, la règle est l'interdiction. En cas d'obligation ou d'impossibilités techniques dûment identifiées et justifiées (précautions, mesures compensatoires), des terrassements pourront être ponctuellement admis (traversées de chemin, par exemple). Des terrassements sont également admis pour la création de pistes périphériques permettant l'accès des moyens de secours, tel que prescrit par l'arrêté du permis de construire susvisé.

Ainsi, les câbles de connexion entre les modules jusqu'à l'entrée des onduleurs sont aériens sur chemin de câbles sous les tables ou dans des caniveaux aériens surélevés pour ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

7.4. Conception - Aménagement

A - Définitions

Au titre du présent arrêté, on entend par :

- « Cellule photovoltaïque » : dispositif photovoltaïque fondamental pouvant générer de l'électricité lorsqu'il est soumis à la lumière, tel qu'un rayonnement solaire ;
- « Module photovoltaïque (ou " panneau photovoltaïque ") » : le plus petit ensemble de cellules photovoltaïques interconnectées, complètement protégé contre l'environnement. Il peut être constitué d'un cadre, d'un panneau transparent au rayonnement solaire et en sous-face d'un boîtier de connexion et de câbles de raccordement. L'électricité produite est soit injectée dans le réseau de distribution d'électricité, soit consommée localement, voire les deux à la fois ;
- « Film photovoltaïque » : forme de panneau photovoltaïque en couche mince, ayant la propriété d'être souple. Le film est soit directement collé sur le système d'étanchéité de la toiture, soit associé à un support ;
- « Onduleur d'injection », ci-après désigné par le terme " onduleur " : équipement de conversion injectant dans un réseau de courant alternatif sous tension la puissance produite par un générateur photovoltaïque ;
- « Partie " courant continu " » : partie d'une unité de production photovoltaïque située entre les panneaux photovoltaïques et des bornes en courant continu de l'onduleur ;
- « Partie " courant alternatif " » : partie d'une unité de production photovoltaïque située en aval des bornes à courant alternatif de l'onduleur ;
- « Organe général de coupure et de protection » : appareil ayant principalement une fonction de coupure de l'énergie électrique ;
- « Organe général de coupure et de protection du circuit de production » : dispositif de coupure situé entre l'onduleur et le réseau de distribution public ;
- « Unité de production photovoltaïque » : circuit électrique composé de panneaux ou de films photovoltaïques et de l'ensemble des équipements et câbles électriques avec leurs canalisations et cheminements permettant leur jonction avec le réseau de distribution général en courant alternatif relié au site de l'installation classée. Tout équipement inséré entre le ou les panneaux photovoltaïques et l'organe général de coupure et de protection du circuit de production est considéré comme élément constitutif de l'unité de production photovoltaïque.

B - Signalisation de l'unité photovoltaïque

L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours.

En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :

- tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu ;
- à l'extérieur du site, à proximité de l'accès des secours ;
 - sur la clôture périphérique ceinturant la zone d'emprise d'implantation des panneaux photovoltaïques ;
 - aux accès des locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque.

Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés au C de l'article 7.8 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

C - Éléments de sécurité

Chaque onduleur comporte un contrôleur d'isolement permettant de prévenir tout défaut d'isolement.

Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont stockés ni à proximité des onduleurs, ni dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs.

Les chemins de câbles doivent être identifiés et signalés sur l'ensemble de leurs parcours. Chaque chemin est jointif avec le câble de masse, supprimant les risques d'occurrence de différence de potentiel par la mise à la terre des deux pôles.

La protection contre les effets de la foudre est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Dans cet objectif, les câbles DC sont non propagateurs de flammes. Il en est de même pour les onduleurs qui devront être situés dans des espaces sans végétation (gravier, sable,...).

Les abords de l'installation doivent être correctement entretenus sur une distance minimale de 20 mètres à partir de la zone d'implantation des panneaux photovoltaïques en interface avec une végétation de type boisement. Si de l'herbe est maintenue sous les panneaux photovoltaïques, celle-ci devra être entretenue régulièrement.

D - Raccordement au réseau

L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Dans le cas d'une unité de production non raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

E - Accumulateurs électriques

Les batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés sont installées dans un local non accessible aux personnes non autorisées par l'exploitant.

Le local ainsi que l'enveloppe éventuelle contenant les batteries d'accumulateurs sont ventilés de manière à éviter tout risque d'explosion. La conformité des ventilations aux spécifications du point 14.6 du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie et de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 relative aux installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Les accumulateurs électriques et matériels associés disposent d'un organe de coupure permettant de les isoler du reste de l'installation électrique. Cet organe dispose d'une signalétique dédiée.

F - Connecteurs

Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement. La conformité des connecteurs à la norme NF EN 50521/ A1 version d'octobre 2012 concernant les connecteurs pour systèmes photovoltaïques - Exigences de sécurité et essais - permet de répondre à cette exigence.

7.5. Exploitation

A - Contrôle de l'installation

L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique.

L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées

dans une procédure de contrôles.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

B - Consignes

Des consignes spécifiques doivent être établies pour toute intervention sur les panneaux photovoltaïques en cas de :

- disconnexion du réseau ENEDIS/RTE : gestion de la production électrique qui ne peut être transférée sur le réseau ENEDIS/RTE ;
- perte de liaison entre les cellules photovoltaïques et les boîtes de jonction (ou le local technique), les cellules photovoltaïques continuant de produire du courant en présence de soleil ;
- déclenchement de tout autre mode dégradé.

Des consignes doivent être affichées de façon visible en précisant les dangers de l'installation et les coordonnées téléphoniques des différents techniciens pouvant intervenir sur ce site.

C - Formation

Le personnel doit être sensibilisé aux risques générés par les panneaux photovoltaïques en cas d'incendie et formé à l'utilisation des moyens d'extinction et des équipements de protection présents et adaptés aux risques.

D - Entretien des abords

Les abords de l'installation doivent être correctement entretenus sur une distance minimale de 20 mètres à partir de la zone d'implantation des panneaux photovoltaïques. Si de l'herbe est maintenue sous les panneaux photovoltaïques, celle-ci devra être entretenue régulièrement.

Une surveillance est effectuée sur la présence d'ambrosie. Cette dernière devra être systématiquement détruite conformément aux dispositions réglementaires.

7.6. Surveillance

L'installation photovoltaïque doit être surveillée en permanence par l'exploitant et le producteur d'énergie afin de pouvoir signaler le plus rapidement possible toute anomalie de fonctionnement pouvant être à l'origine d'un incident ou d'un accident.

Un dispositif de suivi de production (monitoring) de la centrale permet une analyse permanente des données de production, des valeurs des grandeurs remarquables (énergie, puissances, tensions, courants, données climatiques via une station météorologique sur site...) et active également des alarmes dès lors qu'une valeur dépasse les valeurs limites paramétrées.

Un rapport annuel d'exploitation présentant notamment :

- la production mensuelle et accumulée mesurée par les compteurs ;
- les performances de l'installation ;
- les actions de maintenance préventive et corrective réalisées au cours de la période ;
- les actions de maintenance prévues pour la période à venir ;
- les accidents, incidents, situations de presque accident ou incident

est tenu à disposition et transmis à sa demande à l'inspection des installations classées.

7.7. Mise en sécurité

A - Dispositif de coupure d'urgence

Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence positionnés au plus près des postes électriques permettent, d'une part, la coupure du réseau de distribution, et, d'autre part, la

coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés par détection incendie et soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances et bien signalé.

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques.

Un voyant lumineux au poste de livraison servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

B - Système d'alarme

Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.

En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.

Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés au C de l'article 7.8.

C - Procédures de mise en sécurité

L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés au A de l'article 7.8.

Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'intervention mentionné au C de l'article 7.8.

Les procédures de mise en sécurité sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

7.8. Intervention de secours

A - Accessibilité et moyens de lutte contre l'incendie

La mise en place de la centrale solaire ne doit pas gêner l'accès aux installations en cas d'intervention. Les accès doivent être clairement indiqués.

Le site doit être accessible aux engins de secours, dans des conditions validées par les services d'incendie et de secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont définis en liaison avec les services d'incendie et de secours.

B - Équipements de protection

L'exploitant doit mettre à disposition des équipements de protection à définir avec le SDIS (ex : perches à corps, paires de gants isolants, bâches adaptées permettant de couvrir une partie des panneaux et ainsi d'arrêter la production de courant électrique).

L'exploitant dispose des extincteurs adaptés aux risques en nombre suffisant dans les postes

électriques afin de procéder notamment à l'extinction d'un ou plusieurs panneaux photovoltaïques ou d'une unité onduleur. Le bon état de fonctionnement de ces appareils devra faire l'objet de vérifications périodiques.

C - Organisation de l'intervention des moyens de secours publics

Un plan du site est tenu à la disposition des services de secours afin de faciliter leur intervention. Il doit signaler la présence d'équipement photovoltaïque.

Un plan d'intervention interne doit être rédigé par l'exploitant en collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Il doit notamment intégrer les consignes et procédures d'intervention réciproque. Il doit définir la conduite à tenir de la part des pompiers pour :

- l'extinction d'un feu d'herbe sous les panneaux ;
- l'extinction d'un feu d'origine électrique, boîte de jonction, cheminement de câbles, locaux techniques ;
- l'extinction d'un feu concernant un matériel autre (puits, canalisations de captation du biogaz, équipements, machines, véhicules, etc.) ;
- le secours à personne en tout lieu du site.

7.9. Démantèlement

Les prescriptions relatives aux précautions à prendre pour ne pas porter atteinte à l'intégrité et à l'efficacité de la couverture finale du casier n°1 sont applicables aux travaux de démantèlement.

Les équipements (panneaux photovoltaïques, tables-supports, fondations, câblages, etc.) doivent être désassemblés avec soins (idem que lors de leur montage) et orientés par nature vers les filières de valorisations adaptées. Les dalles de fondations en béton sont également récupérées, recyclées ou valorisées.

Le dôme de la couverture finale est re-profilé et toutes les zones sont engazonnées.

Article 8 - Modifications - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 9 – Changement d'exploitant

Dans le cas où les installations changeraient d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit transmettre au préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant avant la prise en charge de l'exploitation. Cette demande doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Cette demande doit être annexée de documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant ainsi que la constitution des garanties financières.

Article 10 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application télé recours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 11 – Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Val-de-Cognac et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de la commune de Val-de-Cognac pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Val-de-Cognac fait connaître par procès verbal adressé à la préfecture de la Charente, l'accomplissement de cette formalité ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Val-de-Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société CALCAIRE ET DIORITES DU MOULIN DU ROC (CDMR) et dont une copie leur sera adressée.

Angoulême, le

16 OCT. 2025

P/Le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles JOBART

ANNEXE

Situation générale de l'installation de stockage et localisation des points de prélèvements

